

REVUE DE PRESSE

« La liberté d'information (FOI) ... est inhérente au droit fondamental à la liberté d'expression, tel qu'il est reconnu par la Résolution 59 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée en 1946, ainsi que par les Articles 19 et 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), qui déclarent que le droit fondamental à la liberté d'expression englobe la liberté de « *chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit* ».

Le trésor de la casbah d'Alger

Un récent débat a eu lieu sur la chaîne satellitaire, iTv, suite à la polémique engendrée par les déclarations inopportunes, et dans un pays étranger, de Monsieur MACRON. Cette discussion animée par Madame Audrey PULVAR réunissait les intervenants suivants (par Ordre alphabétique) : Renaud DUTREIL, Yasmina KHADRA, Malika SOREL et Benjamin STORA.

De ce débat surréaliste eu égard à l'inégalité criante : à une (Mme SOREL) contre les trois autres, il a été mentionné, à un moment, par M. KHADRA, que la France avait des dettes et que l'Algérie avait été son financier...

Un article diffusé par le Centre de Documentation Historique sur l'Algérie nous permet de revenir sur un fait, celui du trésor de la Casbah d'Alger et de son dey HUSSEIN :

Auteur : Alain LARDILLIER (Extrait du Mémoire Vive n°59) –



Dey HUSSEIN (1765/1838)



Achat d'une esclave européenne.

On imaginait ce trésor considérable car ce qui dormait à la Casbah avait été accumulé par les deys successifs. Les « raïs » algériens, commandants des navires du dey ou de particuliers, sillonnaient la Méditerranée à la recherche de proies dont ils capturaient l'équipage et les éventuels passagers, et « *faisaient main basse* » sur le butin. Dès le bateau au port d'Alger, le butin et les esclaves étaient vendus aux enchères, après que le dey se soit réservé en propre, un nombre d'esclaves, proportionnel à l'importance de l'équipage capturé. En outre, 12 % de la valeur de la vente du butin revenaient au dey sous forme d'argent, de bijoux ou d'armes précieuses, auxquels s'ajoutait la moitié du produit de la vente des captifs. Les esclaves chrétiens appartenant au « beylik », enfermés dans trois bagnes, représentaient pour le dey une autre source d'enrichissement par la rançon qu'il exigeait pour leur libération. Ainsi, en 1787, l'ordre religieux de la Rédemption de Naples de France et d'Espagne, versa un million de piastres de rançon (1 piastre = 0,50 franc or). Malgré les dispositions du traité d'Aix la Chapelle en

1815, qui organisèrent la lutte contre la piraterie en Méditerranée, et poussèrent le dey Omar à libérer, en 1816, un millier d'esclaves des nations européennes sans contrepartie financière, la course continua à alimenter le trésor de la Casbah. Les deys pouvaient également compter sur une autre source non négligeable de revenus : les obligations financières des beys d'Oran, du Titteri et de Constantine et diverses taxes qui représentaient plusieurs centaines de milliers de piastres par an, en monnaie, en objets de valeur, ou en denrées et animaux. Largement de quoi rêver !



Plan d'Alger au XVIIe siècle

Les faits :

Le 5 juillet 1830, le dey Hussein signa la capitulation d'Alger et l'armée prit le contrôle de la ville. Le 6, une commission composée de l'Intendant général DENNIEE, du commandant de la place, le général THOLOZE et du payeur général FIRINO, reçut du « khasnadj », les clés du trésor du dey.



Des scellés furent apposés, mais la nuit suivante, 25.000 à 30.000 francs en lingots d'or disparurent, après le percement d'un mur de la salle de monnayage.

Après inventaire du trésor par la commission, le général de BOURMONT écrivait à POLIGNAC: « *il contient au moins 80 millions en espèces d'or et d'argent. Nous avons en outre à la disposition du roi, les valeurs des denrées et de marchandises [] qu'on peut évaluer je crois à 20 millions* »

Le 17 juillet 1830, le général de BOURMONT écrivait au ministre: « *L'inventaire du trésor est à peu près terminé. Une somme en or de 13.200.000 francs a été chargée sur « le Marengo » ; « le Duquesne » va porter en France 11.500.000 francs en monnaie du même métal. Tout le reste est en lingots ou en monnaie d'argent, dont la valeur est de 27.000.000 environ. Ainsi, une somme de 52.000.000 aura été trouvée dans le Trésor. 1.900 bouches à feu, dont plus de la moitié en bronze, d'immenses approvisionnements en poudre, plomb et projectiles, des magasins de laine considérables ; les maisons et les métairies dont le gouvernement est propriétaire, représentent une valeur à peu près égale* ».

L'inventaire officiel indiqua quelques jours plus tard, que le trésor de la Casbah s'élevait à 48.684.528 francs en monnaies d'or et d'argent.

Pour justifier cette différence d'environ 31 millions, l'intendant DENNIEE expliqua que « *le Trésor fut pesé et non compté comme on peut le croire* » et assurait que les mesures prises pour récupérer le trésor, avaient permis un déroulement normal de l'opération. « *Cette opération a eu lieu par des officiers d'état-major et de la Trésorerie, sous la surveillance de la commission des finances []. Ces caisses, ficelées et cachetées, recevaient une série de numéros d'ordre et étaient placées méthodiquement dans des caveaux, d'où elles ne sortaient que pour être transportées au port par des militaires de corvée, commandées par des officiers et sous la conduite du payeur général et des agents de la trésorerie* ».

Pourtant, des bruits de détournement, accusant des hommes influents du régime déchu et la disparition des lingots d'or décidèrent Louis-Philippe à faire contrôler, dès le 11 août, les cargaisons en provenance d'Alger et à charger le général CLAUZEL, successeur de BOURMONT, d'organiser une commission d'enquête. Parmi ses membres, arriva à Alger le 2 septembre, avec le nouveau commandant en chef, Jean Baptiste FLANDIN, un sous-intendant militaire au passé trouble. Persuadé d'une fraude, il se livra à une enquête minutieuse et estima qu'avant l'arrivée des Français, le trésor de la Casbah s'élevait à 150 millions de francs. Malgré ces conclusions, CLAUZEL ferma officiellement « *l'affaire du Trésor d'Alger* » le 22 octobre 1830, après un mois et demi d'enquête : « *La déclaration expresse de la commission est que rien n'a été détourné du trésor de la Casbah, et qu'il a tourné tout entier au profit du trésor de la France* ».

Malgré des rumeurs et un doute tenace, des historiens firent de cet événement un fait mineur et adoptèrent la version officielle selon laquelle, le trésor avait couvert les frais de l'expédition et procuré un bénéfice d'environ 5 millions en monnaies d'or et d'argent, auquel s'ajoutaient le matériel de guerre et d'autres biens saisis.

Siège et prise d'Alger le 4 juillet 1830. Aquarelle du Jung

La fin du mystère ?

Un livre de Pierre PEANT intitulé « *Main basse sur Alger-Enquête sur un pillage-Juillet 1830* » paru en 2004, attira à nouveau l'attention sur le sujet. Il consulta divers centres d'archives pour trouver des documents probants et utilisa les travaux de Marcel EMERIT en 1954, de Charles-André JULIEN en 1964, et d'un historien algérien AMARDANI.



Dès la première estimation, l'incertitude s'installa, puisque le contenu du trésor fut pesé et non compté, et Bourmont annonça 50 millions. D'autre part, Flandin utilisa une méthode très approximative. Il calcula le volume des salles qui contenaient le trésor, détermina dans chacune, la hauteur des entassements d'or ou d'argent et estima le volume des tas. A partir du métal et de l'origine des pièces, il calcula la valeur de chaque caveau. Il arriva à une valeur de 150 millions. A Alger en 1954, Marcel EMERIT, confirmait ce chiffre : « *ce trésor devait être d'environ 150 millions en or, argent et bijoux* ». Par le mode opératoire de Flandin, corrigé par des experts, et en

utilisant le prix des métaux fixé par les commissions des finances de l'époque, PEANT conclut à une valeur d'environ 240 millions de francs de 1830, soit un détournement de 200 millions. (Pour PEANT, 1 million 1830 = 7,6 millions d'euros).

L'estimation de Pierre PEANT est-elle la plus exacte ?

Quelles sont ses sources d'information ?

L'essentiel des informations provient de Jean Baptiste FLANDIN qui n'admit pas la clôture précipitée du dossier et voulut confondre les responsables du détournement. Cette source aurait été capitale, si le parcours et l'attitude de son auteur, n'incitaient pas à la prudence.

Défini par PEANT lui-même comme « *un personnage trouble mais aussi comme un maître chanteur* », FLANDIN chercha à vendre ses révélations au plus offrant, et en désespoir de cause, les fit publier. Ne doit-on pas craindre que le désir d'en tirer le meilleur parti financier, ne l'ait poussé à augmenter l'aspect sensationnel de l'affaire ? PEANT mentionne également les écrits des consuls en poste à Alger : Le 9 juillet 1830, le consul anglais Saint-John estimait le trésor à « *au moins 300 millions* », le consul américain SHALER faisait la même estimation et le 13 août 1830, celui des Pays-Bas parlait de 230 millions. En 1828, le consul DEVAL, certainement le mieux informé en raison de ses « *amitiés* » dans la ville, parlait de 150 millions.

Quel crédit accorder à Saint-John, notoirement anti-français ? Les consuls tenaient-ils leurs informations sur le contenu exact du trésor de l'entourage même du dey ? Un doute raisonnable est permis qui ramène leurs chiffres à des supputations.

Par ailleurs, même si des mouvements de cargaisons suspectes sont avérés, leur valeur reste inconnue. 28 caisses remplies d'or auraient transité par Gibraltar ; 865 caisses auraient quitté Londres pour Paris. Mais aucune description, aucune dimension, aucune certitude sur le contenu.



Prise d'Alger le 4 juillet 1830

Un rapport du préfet de police Piétri, daté de 1852, reprenait les rapports de Flandin, mais, selon Marcel EMERIT, justifiait surtout la confiscation, par Napoléon III, des biens de la famille d'Orléans comme provenant du détournement. 50, 100, 150 millions ou plus constituaient peut-être le trésor de HUSSEIN, on ne le saura sûrement jamais. Mais un détournement de sommes importantes ne peut être mis en doute. J'ai vu sortir de la Casbah au moins 60 caisses remplies d'or ; [] et ce n'est pas par le chemin de la Marine que ces caisses ont passé, mais bien du côté opposé, car j'ai vu ces mêmes soldats prendre la rue qui conduit au Fort l'Empereur », écrivait le capitaine PERSAT le 18 août 1836.

Au-delà du Fort l'Empereur, à EL BIAR, se trouvait la « *villa du traité* », résidence du général de BOURMONT. Coïncidence ? ...

Quels furent les bénéficiaires du détournement ?

La révolution de juillet 1830 plongea le corps expéditionnaire dans une extrême confusion. La plupart des responsables, pourtant attachés au régime renversé, continuèrent à exercer de hautes responsabilités. CLAUZEL, successeur de BOURMONT ne débarqua à Alger que le 2 septembre. L'itinéraire de certaines cargaisons, permet de penser que les sommes détournées devaient servir à la reconquête du pouvoir par la dynastie déchu. TALLERAND, ambassadeur à Londres signalait une grande agitation politique de la duchesse de Berry, et écrivait le 25 octobre 1830 : « *CHARLES X ne paraît pas être dans l'embarras d'argent* ».

Une récupération idéologique sert-elle l'histoire ?

Un trésor intact aurait-il changé le cours de l'Histoire ? Assurément pas ; Mais un fait certes condamnable, relevant du droit commun, servit à l'affirmation d'une pensée politique, à un moment où la présence française en Algérie alimentait un débat passionné. Ainsi, abandonnant l'Histoire, Pierre PEANT cita Marcel EMERIT, mais insista moins sur ses qualités d'historien que sur ses prises de positions d'intellectuel communiste partisan de l'indépendance de l'Algérie.

Or, qui fut la victime du détournement du 6 juillet ? Le 5, la capitulation d'Alger avait fait de la France, conformément aux lois de la guerre, le gouvernement légitime de la Régence et le propriétaire de ses biens (cf. : la perte de l'Alsace-Lorraine après la défaite de 1870 ou les contraintes territoriales et financières imposées à l'Allemagne en 1918). C'est donc le Trésor public français que le détournement lésa.



Quant au « pillage » qu'aurait subi la Régence, n'a t-il pas été largement compensé ? Par les ressources du sous-sol mises en valeur, les infrastructures modernes, une économie florissante qu'il suffisait d'entretenir, laissées en 1962, dépassaient les estimations les plus folles du trésor de la Casbah. En outre, l'émission « *Trésors oubliés de la Méditerranée* » sur Arte, consacrée au Musée des Beaux-Arts d'Alger, suffisait à convaincre que le trésor de la Casbah était largement reconstitué. En effet, l'hommage rendu à Jean ALAZARD, le créateur du musée, permettait d'admirer, à côté d'œuvres d'artistes algériens, celles inestimables de MANET, MONET, DEGAS, DELACROIX, FROMENTIN, MATISSE, RENOIR, PISSARO ou RODIN et BELMONDO.



Restent alors un obscur méfait, mais aussi et surtout un trésor aussi mystérieux, et peut-être plus fabuleux que celui d'Ali Baba, mythe de notre enfance.

Laissons le délit à l'Histoire mais conservons le charme puéril du mystère du trésor de la Casbah.

Colonisation : les Français marchent sur la tête

Communication de Madame MJ GUIRADO

Source : https://www.herodote.net/Colonisation_les_Francais_marchent_sur_la_tete-article-1619.php

Qui l'aurait cru ? À deux mois des élections présidentielles, deux candidats majeurs ne trouvent rien de mieux que de lancer un débat sur la colonisation, une page d'Histoire tournée il y a plus d'un demi-siècle.

À droite, François FILLON croit bon de la justifier en y voyant un bienfaisant partage de la culture nationale avec les peuples africains. Au centre-gauche, Emmanuel MACRON y voit rien moins qu'un crime contre l'humanité. Faut-il rire ou pleurer devant tant de bêtise et de contresens ? Le plus drôle est que l'un et l'autre marchent à fronts renversés.



La colonisation est le grand œuvre de la gauche républicaine

L'Histoire, depuis la nuit des temps, est émaillée de méfaits : guerres civiles, répressions, conquêtes... Aujourd'hui encore, le pétrole et les textiles dont nous profitons en toute bonne conscience sont teintés du sang des miséreux qui nous les livrent (delta du Niger, Bangladesh...).

Les entreprises coloniales du 19e siècle sont bien évidemment à ranger parmi les pages sombres de l'Histoire. Doit-on leur accorder un sort particulier ? Si « *la colonisation* », sans plus de précision, a été un crime contre l'humanité, donc imprescriptible, il faut interdire les partis héritiers de ceux qui l'ont planifié.

Interdisons donc le Parti socialiste, qui se réclame de FERRY, JAURES et BLUM, tous ardents partisans de la « *mission civilisatrice des races supérieures* ».

Interdisons-le aussi parce qu'il est l'héritier de la SFIO de MOLLET, qui a pris le parti des pieds-noirs d'Algérie contre les partisans d'une plus grande autonomie, et parce qu'il a été fondé par Mitterrand. Comme ministre de l'Intérieur et garde des Sceaux, celui-ci a initié la répression en Algérie, envoyé à la guillotine plusieurs dizaines de *fellaghas* et donné les pleins pouvoirs au général MASSU pour restaurer l'ordre républicain à Alger.

Tant que nous y sommes, brûlons les œuvres de Victor HUGO, qui lançait à ses compatriotes : « *Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la* » !

Au sein de la gauche républicaine, il n'y a guère que CLEMENCEAU qui s'est opposé aux entreprises coloniales, par humanisme et aussi pour rendre la priorité à la lutte contre l'Allemagne après la guerre franco-prussienne.

Ces choses-là ne sont pénibles à lire que pour les ingénus qui ont « *oublié que l'Histoire est tragique* » (Raymond ARON). Les responsables ci-dessus étaient des hommes de qualité, soucieux de l'intérêt national et du bien de l'humanité. Ils agissaient selon leur conscience, parfois au prix de cruels dilemmes et sans toujours mesurer les implications cruelles de leurs décisions.

Ne les condamnons pas trop vite comme un tel qui « *a les mains pures, mais il n'a pas de mains* » (Charles PEGUY). Humblement, disons-nous que nous commettons peut-être aujourd'hui, en toute bonne conscience, dans tel ou tel domaine, des choix qui nous seront également reprochés dans dix, cinquante ou cent ans...

La droite n'a jamais aimé les colonies

Depuis 1962, l'extrême-droite nationaliste cultive la nostalgie de l'époque coloniale, quand la France se voyait grande avec un planisphère à moitié « rose ». Mais il n'en pas toujours été ainsi !

Au début de la 3e République, Paul DEROULEDE, pamphlétaire de l'extrême-droite nationaliste et fondateur de la *Ligue des Patriotes*, s'est violemment opposé aux entreprises coloniales. C'était, comme CLEMENCEAU, pour mieux préparer la « *revanche* » sur l'Allemagne : « *J'ai perdu deux sœurs, l'Alsace et la Lorraine, et vous m'offrez vingt domestiques !* »

Ce cas mis à part, la plupart des figures de droite se sont opposées à la colonisation parce qu'elle coûte cher et ruine le pays. C'est ce qui dit le sénateur monarchiste Albert de Broglie à la tribune : « *Les colonies affaiblissent la patrie qui les fonde. Bien loin de la fortifier, elles lui soutirent son sang et ses forces* » (11 décembre 1884).

Cette thèse a cours depuis le 18e siècle chez les économistes classiques qui s'inquiètent des effets délétères du protectionnisme colonial. Avec une singulière prescience, Jean-Baptiste SAY écrit ainsi dès 1830 : « *Les vraies colonies d'un peuple commerçant, ce sont les peuples indépendants de toutes les parties du monde (...). Un temps viendra où on sera honteux de tant de sottise et où les colonies n'auront plus d'autres défenseurs que ceux à qui elles offrent des places lucratives à donner et à recevoir, le tout aux dépens du peuple* » (*Cours complet d'économie politique*).



Nous sommes ici aux antipodes de la *doxa* contemporaine qui voit la colonisation comme le fruit vénénéux du capitalisme. Dans les années 1970, Jacques Marseille, jeune historien communiste, s'était lancé dans une thèse, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce* (Albin Michel, 1984), afin de démontrer cette proposition... À sa grande surprise, il avait tout au contraire découvert que la colonisation avait entravé le développement de la métropole.

À ces deux critiques de la colonisation par la droite, ajoutons-en une troisième, que nous pourrions dire « *humaniste* ». Elle vient de personnalités qui ont tenté de corriger les dérives de la colonisation.

La première est unanimement honnie de la gauche républicaine puisqu'il s'agit de l'empereur Napoléon III. La 2e République qui l'a précédé a engagé la colonisation de l'Algérie, une province ottomane précédemment soumise par le général BUGEAUD. Embarrassé par ce « *cadeau* », l'empereur projette d'en faire un « *royaume arabe* » autonome... Violemment hostiles au projet, les colons européens vont s'allier aux républicains en vue de renverser l'Empire à la première occasion.

Citons aussi le maréchal LYAUTEY, monarchiste de cœur et catholique social. Engagé dans les guerres coloniales, il

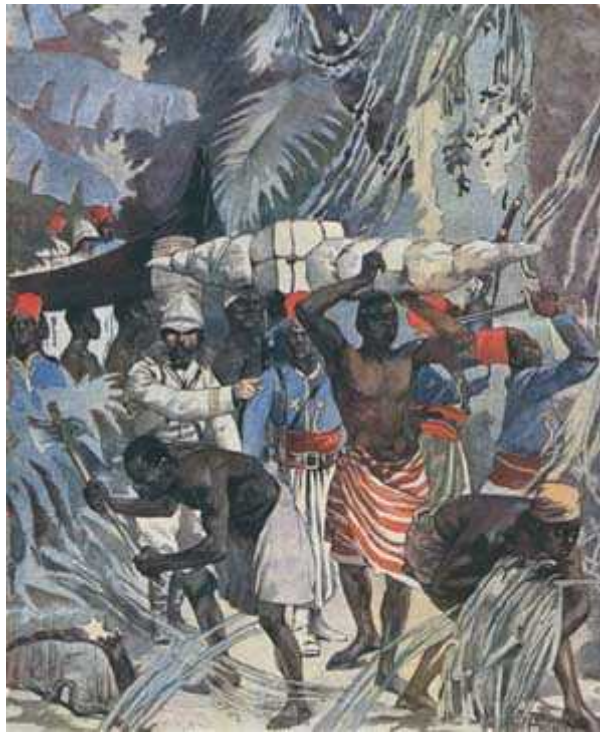
mène celles-ci avec l'énergie requise.

Après l'humiliation de Fachoda, en 1898, comme beaucoup de conservateurs, il s'accommode des conquêtes coloniales de la gauche républicaine parce qu'il y va de l'honneur du pays.

Mais quand il reçoit en 1912 mission d'administrer le Maroc en qualité de *Résident général* auprès du sultan, il force l'estime des Marocains par son équité et son souci de les protéger de la cupidité des colons et des trafiquants.

Freud, reviens, ils sont devenus fous !

Si, en France plus qu'ailleurs, la colonisation et le passé polluent le débat politique droite-gauche, il y a bien sûr à cela des motifs opportunistes : dénoncer la colonisation ou l'enseignement de l'Histoire évite d'avoir à répondre de son programme ou de ses écarts de conduite. Mais il y a surtout des raisons de type psychanalytique !



« Il existe un lien obscur entre l'universalisme dit civilisateur et le colonialisme du mépris, et il faudra bien que le discours républicain tire un jour au clair son refoulé colonial », écrit l'essayiste Régis DEBRAY.

De fait, la gauche est malade de ne pouvoir admettre que ses glorieux ancêtres se sont fourvoyés par fidélité à l'« *universalisme républicain* ». Sous la Révolution, ils prétendaient apporter la Liberté aux autres peuples à la pointe des baïonnettes, sous la 3e République, ils prétendaient civiliser l'Afrique...

Et aujourd'hui ? La gauche n'a-t-elle pas encore la prétention d'imposer ses valeurs bien évidemment « *universelles* » aux banlieues, à l'Europe et à l'ensemble de la planète ? Ses cris d'orfraie veulent faire oublier ses fourvoiements et les attribuer à la droite et l'extrême-droite. Comme si un mensonge, à force d'être répété et hurlé, pouvait devenir vérité !

Maladroitement, la droite et l'extrême-droite sont tombées dans le piège. La première parce qu'elle cultive la nostalgie de « *la France, telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs* » (Charles de Gaulle), la seconde peut-être aussi parce qu'elle ne digère pas le lâchage de l'Algérie sur une victoire militaire. Si l'on en croit Freud et ses disciples, la persistance dans le déni ne mène à rien de bon. Souhaitons que la gauche française mais aussi la droite et l'extrême-droite regardent enfin leur passé les yeux dans les yeux et, plus important que tout, ne se posent plus en donneurs de leçons.

Que ne prenons-nous exemple sur nos cousins anglais !

La Grande-Bretagne s'est dotée d'un empire colonial beaucoup plus important que celui de la France. De son fait, les Indes ont vu la ruine de leur agriculture et de leur industrie textile. Pressurées et appauvries, elles ont connu sous la colonisation britannique des massacres et des famines épouvantables. Tout cela ne fait pas pour autant débat ni n'a donné lieu à repentance ou excuses.

Au 19e siècle, à Londres, les Premiers ministres se sont succédés ou ont alterné au pouvoir avec leurs différences :

PALMERSTON l'impérialiste, DISRAELI le colonialiste exalté, GLADSTONE l'anticolonialiste tout autant exalté. Mais par pragmatisme, leur politique a toujours été assumée - erreurs comprises - et jamais reniée.

Plus surprenant, les Britanniques n'ont pas essayé de reproches des Indiens ni d'aucun des peuples qu'ils ont colonisés (à l'exception des Irlandais) ! Notons pour être exact que les Français n'ont pas non plus essayé de reproches des Indochinois et en particulier des Vietnamiens, en dépit d'une colonisation au moins aussi brutale qu'en Algérie.

À cela une raison simple : ces peuples sont tournés vers l'avenir et ne s'occupent pas de ruminer le passé. C'est tout le contraire de la malheureuse Algérie, prisonnière depuis l'indépendance d'une clique de malfrats qui trouve pratique de rejeter sur l'ancien colonisateur les maux du présent.

Benjamin STORA, spécialiste de la guerre d'Algérie et « *idiot utile* » du gouvernement algérien, en rajoute en prétendant voir un lien entre l'« *impensé colonial* », les dérives xénophobes et le mal-être des banlieues. Mais si l'on considère la proportion de jeunes musulmans qui partent pour le *djihad* en Syrie, elle est bien plus élevée en Belgique et même au Danemark, pays qui n'ont jamais colonisé de terre musulmane ! Il est donc faux d'expliquer les ratés de l'intégration en France par l'histoire coloniale.

Comme le rappelle l'historien Marc FERRO, qui a enseigné en Algérie : « *Dans le passé, au temps colonial, on n'a jamais rien caché des atrocités de la conquête et cela ne choquait personne, pas plus les métropolitains que les indigènes. Ces derniers ne se souciaient pas du passé mais de l'avenir, le leur !* »

Travaux de réhabilitation de la Casbah d'Alger...

« Il va falloir déplacer la population »

Source : <http://www.tsa-algerie.com/20170223/travaux-de-rehabilitation-de-casbah-dalger-va-falloir-deplacer-population/>



Depuis des années, Houria BOUHIREN, architecte et présidente de l'Association « *Sauvons la Casbah* », milite pour protéger l'ancienne cité. La fille de la moujahida Fatiha BOUHIREN qui avait abrité les nationalistes algériens lors de la Bataille d'Alger, se démène, avec détermination, pour nettoyer les ruelles, alerter, sensibiliser les habitants de la Casbah, créer une opinion favorable. Elle a notamment, avec le soutien de l'Agence du développement social (ADS) et le ministère de la Solidarité nationale, créé des postes d'emploi pour une centaine de jeunes pour qu'ils puissent contribuer au nettoyage et à l'entretien de la cité.

« *Les jeunes vont nous aider à maintenir les lieux propres. Je pense que le meilleur moyen de sauvegarder la Casbah est d'impliquer les citoyens, les propriétaires et la société civile. C'est un travail collectif* », a-t-elle plaidé, lors d'une rencontre sur la Casbah, il y a quelques jours à Alger...



L'âne éboueur de la Casbah est une tradition qui remonterait, selon les habitants, à l'époque de la régence ottomane au 16e siècle.

Les Turcs restaurent la mosquée Ketchaoua

En 2007, le ministère de la Culture, à travers l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés(OGBC), a lancé le Plan permanent de sauvegarde de la Casbah, préparé par 25 spécialistes en architecture et en urbanisme et suivi par 24 bureaux d'études.

En 2008, une intervention urgente a été faite pour consolider 700 bâtisses menacées d'affaissement impliquant une centaine de petites entreprises. L'opération visait à stabiliser les constructions et à freiner ce qu'un architecte a qualifié d'« hémorragie ».



Le plan de sauvegarde a été finalement adopté par la wilaya d'Alger en 2011 et par le gouvernement en 2012 pour qu'il soit appliqué pleinement et concrètement sur le terrain.

« Il fallait d'abord qu'une étude d'utilité publique soit finalisée et il fallait avoir un instrument juridique pour pouvoir intervenir. Il faut savoir que 80% des constructions concernées sont privées. Le plan concerne 1816 maisons sur une superficie de 105 hectares. Il y a donc plus de 52.000 habitants qui seront touchés par les opérations de

réhabilitation. Le problème du relogement se pose avec acuité», a souligné Abdelwahab ZEKAGH, directeur de l'OGBC.

Pour sauver la Casbah, l'État a dégagé une enveloppe globale de 92 milliards de dinars pour entamer les travaux qui semblent avoir pris beaucoup de retard. Des travaux qui risquent de durer au moins dix ans. Les Algériens veulent s'inspirer du modèle italien de réhabilitation du vieux bâti. Selon des sources au ministère de la Culture, le dossier de la sauvegarde et de la réhabilitation de la Casbah est désormais pris en charge par la wilaya d'Alger, sur décision du premier ministre Abdelmalek SELLAL.

« Nous apportons notre assistance technique. Le « *plan d'attaque* » de la Casbah sera désormais suivi par l'Agence nationale de gestion des réalisations des grands projets de la culture (ARPC) », a-t-on précisé de même source. Le wali d'Alger a installé « *Le comité Casbah* » pour suivre le plan de sauvegarde dans un cadre intersectoriel. Il s'agit de gérer la population (la Casbah est un domaine de sauvegarde vivant), de s'occuper du foncier et d'étudier les réseaux de l'eau potable et d'assainissement. « *Il va falloir déplacer la population d'une manière provisoire ou définitive pour pouvoir agir et entamer les travaux de restauration* », a soutenu Abdelwahab ZEKAGH lors d'une conférence à Alger sur la Casbah.



La Mosquée Ketchaoua, située en bas de la Casbah sur la partie plate, est prise en charge par des entreprises turques. En commun accord avec les autorités algériennes, ces entreprises ont proposé de restaurer totalement ce monument classé en utilisant des scanners 3D, des images de drones et un *géoradar*.

Des recherches et des fouilles sont menées en sous sol pour savoir s'il existe des « *stratifications historiques* », comme celles découvertes du côté de la Place des Martyrs. Les travaux entamés en 2016 pourraient durer quatre ans. L'OGBC a mené des opérations urgentes pour « stabiliser » et « conforter » les minarets de Ketchaoua qui menaçaient de s'effondrer. La mosquée est fermée depuis 2009 en attendant sa réhabilitation complète. Durant la colonisation française, la Mosquée Ketchaoua a été transformée en un lieu de culte catholique sous le nom de Cathédrale Saint Philippe. Les pouvoirs publics ont donné récemment leur accord pour que les turcs restaurent également le Palais du Bey d'Oran, en état de dégradation avancée.

Le 23 février est la Journée nationale de la Casbah. Classée parmi le patrimoine universel de l'Unesco en 1992, la citadelle semble avoir du mal à résister à l'épreuve du temps. Sa situation est alarmante.

Plusieurs bâtisses sont menacées d'écroulement alors que d'anciennes maisons, qui remontent à l'époque ottomane, ont déjà disparu. Certaines habitations ont été démolies volontairement par leurs propriétaires.

En plus de la dégradation continue, des constructions en briques et en béton ont été rajoutées ces dernières années dénaturant le visage de cette médina qui fut, durant les années 1950, le bastion de la résistance algérienne au colonialisme français.

NDLR : Peut-on préciser que cela fait bientôt 55 ans que nous avons quitté l'Algérie !

L'ambassadeur Xavier DRIENCOURT à Alger : le sens du retour

Source : <http://www.jeuneafrique.com/mag/404907/politique/algerie-xavier-driencourt-de-retour-a-lambassade-de-france/>

À 63 ans, Xavier DRIENCOURT, l'actuel inspecteur général du Quai d'Orsay, a été nommé ce 8 février en Conseil des ministres Ambassadeur de France en Algérie – poste qu'il avait déjà occupé entre 2008 et 2012



Mi-janvier, en marge de la conférence de Paris sur le conflit israélo-palestinien, Jean-Marc AYRAULT, le ministre français des Affaires étrangères, avait préalablement consulté son homologue algérien, Ramtane LAMAMRA, qui avait donné son accord de principe.

Une deuxième nomination à un poste identique est très inhabituelle. L'un des rares précédents avait justement eu lieu dans la même ambassade : envoyé en Algérie en 2000, Hubert Colin de VERDIÈRE avait été rappelé en 2002 au secrétariat général du Quai d'Orsay avant la fin des trois années habituelles, puis nommé à nouveau à Alger en 2004.

La France a permis aux Algériens de devenir des femmes et des hommes libres

Auteur : Manuel GOMEZ pour Dreuz.info.

Source : <http://www.dreuz.info/2017/02/23/la-france-a-permis-aux-algeriens-de-devenir-des-femmes-et-des-hommes-libres/>

Après Emmanuel MACRON c'est au tour de Bernard KOUCHNER, ex-ministre des Affaires étrangères et président de « Médecins sans frontières » de s'exprimer sur les « crimes » de la France.

L'anti-France fait feu de tout bois dès que l'occasion se présente.

Lors d'une interview, accordée au journal arabe « *Al Quds Al Arabi* », Bernard KOUCHNER affiche son soutien inconditionnel à Emmanuel MACRON : « *C'est vrai que la France a commis des crimes atroces en Algérie. La France doit le reconnaître parce qu'il existe des faits indéniables qui prouvent cette réalité.* (Nous vous avons rappelé, ces derniers jours, ces « faits indéniables » de crimes commis par les Algériens).

La France n'a pas le courage de reconnaître les crimes qu'elle a commis durant la période coloniale parce que les gouvernements successifs n'ont pas assez d'audace pour le faire.

Cela aurait certainement aidé à améliorer les relations entre les deux pays et les enfants de la troisième ou quatrième génération de Français d'origine algérienne sentiraient que la France respecte le pays de leurs parents et de leurs ancêtres »

Ne serait-il pas bien plus souhaitable que ces enfants des troisième et quatrième générations d'origine algérienne respectent au premier abord eux-mêmes la France, le pays qui les a accueillis, qui les a instruits, qui leur a permis de devenir des femmes et des hommes libres ?

Libres également, pour certains d'entre eux, de se livrer à des émeutes, des incendies, des attentats contre les forces de l'ordre, des déclarations haineuses et j'en passe, contre justement ce pays qui les a accueillis, alors qu'ils seraient jetés en prison pour de longues années, et même condamnés à mort, dans leurs pays d'origine.

- **Si la France n'avait pas respecté l'Algérie durant ces 130 années de colonisation, il n'y aurait pas eu 10 millions de musulmans en 1962, contre moins de deux millions en 1830.**
- **Si la France n'avait pas respecté l'Algérie, depuis 1962, il n'y aurait pas 6 millions de Français d'origine algérienne en ce début du XXIe siècle, et elle n'ouvrirait pas grandes ses portes à des centaines de milliers de nouveaux arrivants qui fuient leur paradis chaque nouvelle année.**

En revanche, si l'Algérie avait respecté la France, et surtout les Français d'Algérie, elle n'aurait pas purement et simplement « oublié » de les indemniser, comme elle s'y était engagée, lors de ces fameux « accords bidon d'Évian » !

L'anti-France veut que les Français apprennent à mieux connaître « cette histoire singulière » que ces historiens nous imposent et le fameux « appel » national et international lancé par Olivier Le Cour GRANDMAISON et, paraît-il, de nombreuses personnalités, a recueilli à ce jour 2000 signatures... quel succès !

Mais les Français des jeunes générations veulent mieux connaître l'histoire de leur pays : ils nous lisent !

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude ROSSO